

Montpellier le 12 septembre 2019

Cher-ère collègue, Cher-ère bénéficiaire,

La saison estivale est arrivée à sa fin pour laisser place à la rentrée ! Après avoir vu fleurir dans les rayons des grandes surfaces les cartables et affaires scolaires, les jeunes ont repris le chemin de leurs établissements. Pour les salariés, c'est l'heure du retour dans les entreprises avec son lot de nouvelles organisations, évolution des structures, projets... souvent destructeurs.

À une échelle nationale se sera :

La continuité de la remise en cause de notre statut, suite au rapport de la Cour des Comptes.

Rapport à charge qui remet en cause nos salaires, le tarif agent ainsi que nos activités sociales que le gouvernement souhaiterait taxer, elles aussi, comme avantage en nature.

Une remise en question de notre système de retraite solidaire, pour le remplacer par un système à point, qui est loin d'avoir fait ses preuves, là où les gouvernements l'ont mis en place. Ne parlons pas de notre régime spécial, catalogué de privilégié au même titre, entre autres, que celui des cheminots.

Nos gouvernants préfèrent s'attaquer aux conquêtes issues de la résistance, plutôt que de les élargir à d'autres champs du salariat. C'était bien de cela dont il s'agissait à leur création : **Améliorer la vie des salariés et de tous les citoyens de ce pays !**

Le gouvernement préfère choyer ses amis, ceux qui ont tout, les tenants de l'argent et non pas ceux qui créent la richesse du pays.

C'est bien dans ce cadre-là, que la vente des entreprises rentables, pour tout et partie, est envisagée. Se dessaisir d'Aéroport de Paris, de la Française des Jeux, **sans oublier ENGIE** est un enjeu national, qui doit mobiliser l'ensemble du monde du travail. La question qui se pose c'est plus largement le maintien et le développement des services publics.

Je ne peux donc que vous inciter à signer et faire signer le soutien à la proposition de loi contre la privatisation d'ADP que vous trouverez sur internet: <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>.

Dans nos entreprises une réforme en chasse une autre, après la privatisation d'Engie et ses conséquences sur l'avenir des salariés, du statut et des activités sociales, le gouvernement, par l'intermédiaire des directions, propose le projet « Hercule ». Le but : scinder le groupe en 2, pour mieux le « désintégrer ». Une partie « bleue » regroupant notamment la production hydraulique, le nucléaire et le RTE. Une partie « verte » regroupant les énergies renouvelables, Enedis, EDF-commerce et autres filiales et ainsi donc faire disparaître, éradiquer cette belle conquête d'après-guerre, qu'étaient EDF-GDF-Service Public. C'est bien une attaque sans précédent sur le devenir de nos entreprises qui est opérée.

La rentrée verra également les élections pour les CSE dans les entreprises de l'Énergie. Cette nouvelle formule issue des ordonnances Macron a violemment revu à la baisse les « anciennes instances représentatives du personnel ». Les moyens donnés aux salariés pour faire valoir leurs droits, pour s'exprimer ne seront plus les mêmes. Quid du CHSCT, des DP, des CE ? Alors nous vous engageons à renforcer ce contre-pouvoir, nécessaire pour l'obtention de luttes gagnantes, en vous exprimant et en votant en novembre 2019.

Comme vous pouvez le voir la rentrée sociale sera « caniculaire » !

C'est dans ce sens que je m'adresse à vous, de façon solennelle, afin que le 19 septembre à l'appel des 4 fédérations syndicales, la mobilisation des électriciens et gaziers soit à la hauteur des attaques qui sont dirigées contre tous les salariés de l'énergie et plus largement...contre tous les citoyens.

Non à la régression sociale, Oui au progrès social !

Recevez Cher-ère collègue, Cher-ère bénéficiaire, l'expression de mes sincères salutations sociales.

Patrick Coulet
Président de la CMCAS Languedoc

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Patrick Coulet', written in a cursive style.